

Dans le Calaisis, 540 emplois ont été créés ou consolidés

Les bons résultats d'Inseraction 62

Avec 737 entreprises financées et 2 341 emplois créés ou consolidés dans le Pas-de-Calais, dans les trois dernières années, le groupement d'intérêt public remplit sa mission d'acteur économique du département

Inseraction 62 est un groupement d'intérêt public qui a vu le jour en 1995. Il est présidé par le Calaisien Philippe Vasseur. C'est un projet impulsé par le Conseil général (95 % du budget au commencement, 18 % aujourd'hui en maintenant la mise de départ), aidé de quelques partenaires privés ou publics (Caisse d'Épargne, Macif, la Poste, EDF et France Telecom). L'action du groupement résidait dans l'apport de subventions pour les créations d'entreprises réalisées par des personnes au chômage, au RMI ou en emploi précaire.

Des dossiers épluchés

Depuis, Inseraction 62 a évolué. Dès 1997, le groupement se rapproche du réseau France active et permet de garantir des fonds aux créateurs. Puis, le Conseil régional et la Caisse des dépôts sont entrés dans le capital d'Inseraction. Actuellement, Inseraction possède 12 employés dont quatre à Calais (les autres sont basés à Lens et Arras).

Deux types de projets reçoivent le soutien d'Inserac-



Philippe Vasseur, président d'Inseraction 62 (à droite), en compagnie de Ludovic Canon, directeur, ont présenté les activités du groupement d'intérêt public.

tion 62. Dans un premier temps, les micros entreprises (souvent un employé, le créateur). Le groupement intervient dans la garantie de prêts bancaires en faveur des volontaires, demandeurs d'emplois ou bénéficiaires des minima sociaux.

Second volet d'activités : l'aide aux entreprises solidai-

res. Qu'est-ce qu'une entreprise solidaire ? « C'est une entreprise qui a des principes de recrutement particulier, explique Ludovic Canon, directeur d'Inseraction 62. Elle recrute des personnes en difficulté (minima sociaux, emplois en temps partiel...). Et c'est une entreprise qui a des modes de ges-

tion particuliers, qui met l'humain en avant. De plus, ses missions doivent être d'utilité sociale ».

Le label entreprise solidaire n'existant pas, Inseraction 62 accorde son aide après une étude approfondie du dossier. Lorsque ce dossier est accepté (environ 150 sur 200 demandes annuelles), le groupement garantit

des emprunts bancaires ou peut apporter de l'argent, sur ses fonds propres. Dans ce cas, les prêts sont d'un maximum de 5 ans avec des taux variant de 0 à 2 %.

85 % d'entreprises pérennisées à cinq ans

« Notre objectif est de bancariser les créateurs d'entreprises, poursuit le directeur. Il y a dix ans, les banques étaient plus réticentes. Désormais, c'est moins difficile, cela se passe dans de bonnes conditions. Et on partage les risques ». Le résultat est payant : cinq années après avoir été aidées, 85 % des entreprises survivent. Et les emplois avec (lire encadré ci-dessous).

Sur Calais par exemple, l'Assad a bénéficié de l'aide d'Inseraction 62, à hauteur de 60 000 euros ainsi que d'une garantie bancaire de 28 000 euros. Une aide importante pour l'arrivée dans ses nouveaux locaux, leur aménagement ou l'acquisition d'un véhicule. Même chose pour l'association Scollidaire, où l'apport d'Inseraction a permis de bien débiter le projet.

E.D.

Philippe Vasseur préside Inseraction 62 « Le Calaisis, une grande part de notre activité »

Philippe Vasseur, conseiller général du canton de Calais-centre, préside Inseraction 62 depuis près de dix ans. Cette année, il a tenu à ce que le bilan de l'activité et le nouveau logo soient présentés à Calais. Devant un parterre d'invités, dans les locaux du casino de Calais, il a évoqué le groupement Inseraction.

« Nous avons inventé ou mis en œuvre de nouveaux outils de financement, élargi le cercle de nos partenariats et notre implication dans les programmes régionaux, départementaux ou nationaux de création d'entreprises et de développement de l'emploi dans le Pas-de-Calais », explique-t-il, rappelant aussi le rôle local de Finenscal ou de Force Calai-

sis. Des structures qu'il aimerait voir « plus soutenues par les collectivités locales. La Calaisis représente d'ailleurs une grande part de notre activité. ».

Il précise : « J'ai tenté d'appliquer des méthodes personnelles de management et de gestion de projets qui ont conduit le groupement à renforcer son implantation, à recruter des cadres et des salariés performants ». Sur le plan du personnel, le président rappelle qu'il existe peu de turn-over à Inseraction 62 (où Marcel Levailant en est l'un des vice-présidents). Un groupement qui possède une certaine reconnaissance : « Nous sommes pilotes de plusieurs dispositifs d'Etat, de la Région ou du Département ».



Le bilan de l'activité d'Inseraction 62 a été présenté au Casino de Calais.

Les chiffres du Calaisis

Durant ces 3 dernières années, 98 entreprises ont été financées et 540 emplois créés ou consolidés.

Secteur de la micro entreprise

84 entreprises ont été financées dont 30 % dans le secteur du commerce, 26 % dans le secteur de la restauration, 11 % dans le bâtiment.

115 emplois ont été créés. 95 % sont des demandeurs d'emplois, 35 % percevaient le RMI.

Inseraction a mobilisé 814 000 euros dont 695 000 euros de prêts. Le prêt moyen garanti est de 14 500 euros.

Secteur des entreprises solidaires

14 entreprises ont été financées dont 36 % pour des activités d'insertion économique, 21 % pour le service à personne.

425 emplois ont été créés ou consolidés.

832 000 euros ont été mobilisés dont 620 500 euros en fonds propres.

Les chiffres du Pas-de-Calais

Durant ces 3 dernières années, 737 entreprises ont été financées. 2 341 emplois ont été créés ou consolidés.

Secteur de la micro entreprise

668 entreprises ont été financées dont 28 % dans le commerce, 24 % dans la restauration ou 12 % dans le bâtiment.

88 % des embauchés étaient demandeurs d'emploi, 35 % percevaient le RMI.

Inseraction a mobilisé 6,7 millions d'euros dont 5,4 millions en prêts. Le prêt moyen garanti est de 17 200 euros.

Secteur des entreprises solidaires

69 entreprises ont été financées dont 37 % pour de l'insertion économique, 28 % pour des activités d'utilité sociale, 13 % pour la culture.

1 517 emplois ont été créés ou consolidés.

2,8 millions d'euros ont été mobilisés dont 1,8 million en fonds propres. 26 000 euros ont été, en moyenne, investis.